



**CONVENTION DESCENDANTE DE MISE A DISPOSITION D'UN AGENT
COORDONATEUR DE SANTE DANS LE CADRE DU CONTRAT LOCAL
DE SANTE ENTRE LA CCRLCM ET LA COMMUNE DE LEZIGNAN
CORBIERES**

Entre :

La Communauté de Communes Région Lézignanaise Corbières et Minervois représentée par Monsieur André HERNANDEZ, Président, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire du **XXX**, ci-après dénommée « **CCRLCM** », d'une part,

Et :

La Commune de Lézignan Corbières, représentée par Monsieur Gérard FORCADA, Maire, agissant es-qualités, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du **XXX** ci-après dénommée « **LA COMMUNE** », d'autre part.

Vu les dispositions des articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes Région Lézignanaise Corbières et Minervois;

Considérant que la mise à disposition d'un agent « coordinateur de santé » à la commune de Lézignan Corbières par la CCRLCM présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services en regard du déroulement du Contrat Local de Santé (CLS) ;

Il est convenu ce qui suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
1011-211102033-20230927-2023-132-DE
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/10/2023
Publication : 02/10/2023

Pour le Maire



Article premier — Objet de la convention

Dans le souci d'une bonne organisation des services, conformément à l'article L. 5211-4-1, I, du CGCT susvisé, la commune et la CCRLCM ont convenu que cet agent de la CCRLCM soit mis à disposition de la commune.

Article 2 — Conditions d'emploi de l'agent mis à disposition

A cet effet, le Maire de la commune d'accueil adresse directement à la Direction Générale des services de la CCRLCM toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches ainsi confiées. Il contrôle l'exécution de ces tâches.

Les missions sont les suivantes:

- **Travail ou mise en œuvre d'actions pour la prévention et promotion de la santé sur la commune ;**
- **Animation du CLS pour la commune.**

La mise à disposition, à temps non complet, objet de la présente convention concerne:

- 1 agent de catégorie A à 50 % (soit une durée de 17h30 hebdomadaires avec possibilité d'heures complémentaires en fonction des nécessités de service),

Cet agent conformément aux présentes est de plein droit mis à la disposition de la commune pour la durée de la présente convention.

L'agent concerné en sera informé par sa hiérarchie.

L'agent mis à disposition continue à percevoir sa rémunération de la CCRLCM, comme il l'est précisé à l'article 3 des présentes.

La mise à disposition porte également sur les matériels de bureau, de travail et de déplacement qui sont liés à ces missions.

Si la CCRLCM décide de réorganiser ses services, ce qu'elle est toujours libre de faire, elle notifiera, sous quinze jours, par tout moyen écrit qu'elle jugera bon d'utiliser, à la commune toute information utile à la bonne compréhension de sa nouvelle organisation, sans qu'un avenant aux présentes ne soit nécessaire, dès lors que les volumes financiers globaux correspondant au coût global restent les mêmes.

Article 3— Modalités de mise à disposition de l'agent

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 du CGCT, les fonctionnaires et agents territoriaux de tous statuts affectés au sein du service mis à disposition en application de la présente convention sont, de plein droit, mis à disposition de la commune pour un pourcentage de leur temps correspondant à celui évoqué à l'article 2 de la présente convention.

Ils sont alors placés, pendant la durée de la mise à disposition, sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la commune.

L'agent concerné continue de relever de la CCRLCM pendant la durée de la mise à disposition. Ni ses avantages acquis ni son régime indemnitaire ne s'en trouvent changés.

Article 4 — Mise à disposition de biens matériels

Les biens affectés au service mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par la CCRLCM, même s'ils sont mis à la disposition de la commune.

Article 5 — Modalités de remboursement de frais.

Conformément à l'article L. 5211-4-1 du CGCT, la mise à disposition des services de la CCRLCM au profit de la Ville fait l'objet d'un remboursement par le bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Il est convenu que la présente convention est consentie et acceptée moyennant le remboursement :

- **Des frais résultant des salaires et charges sociales de l'agent** mis à disposition, au prorata des heures effectuées, soit 17h30 pour la commune (plus des heures complémentaires s'il y a lieu).
- **Des frais de déplacements** correspondant aux trajets occasionnés par la mise à disposition à partir de la résidence administrative de l'agent, selon le barème en vigueur.
- **De tous les autres frais de fournitures et de fonctionnement (téléphonie, informatique, fournitures administratives...)**

Le remboursement effectué par la commune fait l'objet d'un versement annuel au vu d'un état établi par la CCRLCM.

Article 6 - Durée et date d'effet de la convention

La présente convention s'applique à compter de la date de signature de la présente convention pour la durée du CLS.

Article 7- Résiliation

Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins six mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées par la présente convention.

Article 8 — Assurances et responsabilités

Durant la mise à disposition du service, l'agent concerné agira sous la responsabilité de la commune. Les sommes éventuellement exposées par la CCRLCM au titre de cette mise à disposition relèvent des remboursements de frais de l'article 5 des présentes.

En cas de faute lourde commise par l'une des deux parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, par dérogation aux stipulations de l'alinéa précédent, non sans avoir tenté toute démarche amiable utile et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévues par la présente convention.

Article 9 — Pouvoirs hiérarchique, de notation et de sanction ; délégations de signature

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 du CGCT, le Maire ou son représentant peut adresser directement à l'agent mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie. Il contrôle l'exécution de ces tâches. Copies de ces actes et informations seront communiquées au Président de la CCRLCM.

Le pouvoir de notation de l'agent mis à disposition continue de relever de la CCRLCM. Toutefois, un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition assorti d'une proposition de notation pourra, le cas échéant, être établi par son supérieur hiérarchique au sein de la commune et transmis à la CCRLCM qui établit, la notation.

Le pouvoir disciplinaire continue de relever de l'exécutif intercommunal mais sur ces points l'exécutif communal bénéficiaire de la mise à disposition peut émettre des avis ou des propositions.

Les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par la CCRLCM, laquelle prend notamment les décisions relatives aux congés annuels et en informe la ville qui, sur ce point, peut si elle le souhaite, émettre un avis sur la décision relative à la prise de congés annuels.

La CCRLCM délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de la commune si ces décisions ont un impact substantiel pour celle-ci.

Article 10 – Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative, devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Article 11 : Dispositions terminales

Transmission préalable de la convention à l'agent mis à disposition le **XXX** pour accord, avant signature par les parties.

La présente convention sera transmise en Sous-Préfecture et notifiée :

- au service concerné,
- à Monsieur le Comptable Public,

Fait à, en deux exemplaires originaux, le.....

Pour la CCRLCM
Commune
Monsieur le Maire

Monsieur

le

Pour la
Président

André HERNANDEZ
FORCADA

Gérard